

COMMUNIQUE DE PRESSE SUR LES RESULTATS DU RAPPORT MONDIAL SUR L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION, EDITION 2016

A l'occasion de la publication du rapport mondial sur l'Indice de perception de la corruption, Edition 2016, la Section Nationale de Transparency International, ABUCO-Transparency International Burundi s'est associé à d'autres Sections Nationales pour lancer un appel à tous, partout dans le monde, à s'élever contre la corruption.

L'année 2016 a montré que, dans le monde entier, la corruption systémique et l'inégalité sociale se renforcent mutuellement, conduisant à une désillusion populaire vis-à-vis du monde politique et fournissant un terreau fertile à la montée des politiciens populistes.

Soixante-neuf pour cent des 176 pays figurant dans [l'Indice de perception de la corruption 2016](#) enregistrent une note inférieure à 50, sur une échelle allant de 0 (où le pays est perçu comme très corrompu) à 100 (où le pays est perçu comme très peu corrompu). Cela montre combien la corruption est importante et omniprésente dans le secteur public à travers le monde. Cette année, les pays ayant perdu des places dans le classement de l'indice sont plus nombreux que ceux en ayant gagné, ce qui démontre la nécessité d'une action urgente.

Pas d'égalité des chances pour tous

La corruption et l'inégalité se nourrissent l'une de l'autre, créant [un cercle vicieux](#) entre la corruption, la distribution inégale du pouvoir dans la société et la répartition inégale de la richesse. Comme l'a mis en évidence l'affaire des « Panama Papers », il est encore trop facile pour les riches et les puissants d'exploiter l'opacité du système financier mondial afin de s'enrichir au détriment du bien public.

« Dans de trop nombreux pays, les besoins les plus élémentaires des citoyens ne sont pas satisfaits et ces derniers se couchent tous les soirs le ventre vide à cause de la corruption, alors que les puissants et les corrompus jouissent d'un mode de vie somptueux en toute impunité », a déclaré José Ugaz, Président de Transparency International.

« Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'attendre. La corruption doit être combattue d'urgence, afin que la vie des gens s'améliore dans le monde entier », a ajouté José Ugaz.

Les cas de grande corruption, de Petrobras et Odebrecht au Brésil à l'ex-président ukrainien Viktor Ianoukovitch, montrent comment la collusion entre les entreprises et les politiciens prive les économies nationales de milliards de dollars de recettes qui sont siphonnés au profit de quelques personnes et au détriment du plus grand nombre. Ce type de grande corruption systémique viole les droits humains, empêche le développement durable et alimente l'exclusion sociale.

La note du Brésil sur l'indice, par exemple, a considérablement baissé par rapport à il y a cinq ans, du fait de la dénonciation d'une série de scandales successifs impliquant des politiciens et des hommes d'affaires de haut niveau. Pourtant, le pays a démontré cette année que, grâce à l'indépendance des

institutions chargées de l'application de la loi, il est possible de demander des comptes à des individus qui auparavant étaient considérés comme intouchables.

Le populisme est le mauvais remède

Les citoyens en ont assez des promesses vaines proférées par trop de politiciens qui jurent de s'attaquer à la corruption, et beaucoup se tournent vers des politiciens populistes qui promettent de changer le système et de briser le cycle de la corruption et des privilèges. Pourtant, cela ne fera probablement qu'exacerber le problème.

« Dans les pays dirigés par des leaders populistes ou autocrates, nous constatons souvent des démocraties en déclin et des tentatives inquiétantes de réprimer la société civile, de limiter la liberté de la presse et d'affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire. Au lieu de s'attaquer au capitalisme de connivence, ces leaders installent généralement des formes de systèmes corrompus qui sont encore pires », a déclaré José Ugaz, Président de Transparency International « Ce n'est que lorsque la liberté d'expression, la transparence dans tous les processus politiques et de solides institutions démocratiques existent que la société civile et les médias peuvent exiger des personnes au pouvoir qu'elles rendent des comptes et que la corruption peut être combattue avec succès. »

Les notes attribuées par l'indice à la Hongrie et à la Turquie — pays qui connaissent une montée de dirigeants autocrates — ont baissé ces dernières années. En revanche, la note de l'Argentine, qui a chassé du pouvoir un gouvernement populiste, commence à s'améliorer.

Les résultats

L'Indice de perception de la corruption 2016 porte sur les perceptions de corruption dans le secteur public dans 176 pays. Cet indice est élaboré à partir de l'opinion d'experts sur la corruption dans le secteur public

Le Danemark et la Nouvelle-Zélande obtiennent les meilleurs résultats avec une note de 90, suivis de près par la Finlande (89) et la Suède (88). Bien qu'aucun pays ne soit exempt de corruption, les pays en haut du classement partagent les caractéristiques suivantes : un gouvernement transparent, la liberté de la presse, la garantie des libertés civiles et des systèmes judiciaires indépendants.

Pour la dixième année consécutive, la Somalie est le pays le moins performant de l'indice, où elle enregistre cette année une note de 10 seulement. Le Soudan du Sud est en avant-dernière position avec une note de 11, précédé de la Corée du Nord (12) et de la Syrie (13). Les pays en bas du classement se caractérisent par une impunité généralisée dans les affaires de corruption, une mauvaise gouvernance et des institutions faibles.

Les pays des régions en difficulté, en particulier au Moyen-Orient, ont enregistré les baisses les plus importantes cette année. Le Qatar est le pays qui a perdu le plus de places au classement par rapport à l'indice 2015 avec une baisse de 10 points. « Les scandales de la FIFA, les enquêtes sur la décision d'accueillir la Coupe du monde en 2022 au Qatar et les rapports de violations des droits humains pour les travailleurs migrants ont eu des répercussions évidentes sur la perception du pays »,

Le Burundi a obtenu la note de 20 et occupe la 159^{ème} Place sur 176 pays évalués et figure parmi les pays qui ont perdu de point mais aussi de place. En 2015, sur 168 pays le Burundi occupait la 150^{ème} place avec un score de 21.

Cela montre que l'annonce par le Chef de l'Etat de la politique de tolérance zéro à la corruption ainsi que la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption adoptée par le Gouvernement du Burundi pour opérationnaliser cette politique n'ont pas servi grand-chose même si elle contient des réformes pour mieux attaquer la corruption.

Ce qu'il faut faire

L'ABUCO-TI Burundi demande au Gouvernement du Burundi de procéder à de profondes réformes systémiques qui compensent le déséquilibre croissant du pouvoir dans la lutte contre la corruption et en habilitant les citoyens à mettre fin à l'impunité généralisée de la corruption, à demander des comptes aux puissants et à avoir véritablement leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie quotidienne.

Les recommandations issues des différentes retraites gouvernementales comme celui de Gitega allant dans le sens d'améliorer le cadre légal de lutte contre la corruption, le document qui a sanctionné cette retraite devait servir de base de révision du cadre légal de lutte contre la corruption.

Ces réformes doivent inclure la divulgation par le biais de registres publics du nom des propriétaires d'entreprises, ainsi que des sanctions pour les facilitateurs professionnels qui se rendent complices de transferts transfrontaliers de flux d'argent obtenu de manière frauduleuse. Ceci éviterait si ce n'est pas tard que notre pays ne tombe dans les scandales internationaux comme celui de Panama papers

Pour l'ABUCO-TI Burundi

Noël NKURUNZIZA

Présent